

## **Mémoires de Jacques Duclos publié en 1973 Tome VI à partir de la page 384**

### **Le mouvement universitaire**

Dans la soirée du 22 mars 1968, trois cents étudiants de la faculté des Lettres de Nanterre se réunirent dans un amphithéâtre de la faculté pour protester contre l'arrestation de plusieurs militants ; ils envahirent les locaux de l'administration, occupèrent la salle du Conseil des professeurs et lancèrent le slogan : « Non à l'université bourgeoise. »

Ces étudiants, qui devaient constituer le Mouvement du 22 mars, entendaient contester l'Université, et aussi le pouvoir politique, par des actions comme l'occupation des locaux administratifs de Nanterre et autres actes de violence.

Les professeurs étaient traités sans la moindre considération, et une manifestation avec occupation des locaux ayant été annoncée à la faculté des Lettres de Nanterre pour le 29 mars, le doyen suspendit les cours jusqu'au 1<sup>er</sup> avril. Les étudiants se réunirent devant les portes fermées de la faculté, cependant qu'à la Sorbonne des étudiants occupaient le 29 mars un amphithéâtre pour y tenir un meeting avec la participation d'étudiants allemands, italiens belges et hollandais. De leur côté, des lycéens manifestèrent ainsi que des enseignants et des étudiants.

Le 1<sup>er</sup> avril, les cours reprirent normalement à Nanterre, mais dès le lendemain un millier d'étudiants occupèrent un amphithéâtre pour y tenir un meeting et là, Cohn-Bendit, qui depuis a montré qu'il sait faire marcher ses affaires personnelles, déclarait avec emphase : « Nous refusons d'être les futurs cadres de l'exploitation capitaliste, et c'est pour cela que nous avons boycotté les examens qui nous mènent à cette situation. »

On était ainsi en plein aventurisme et les étudiants gauchistes devaient montrer leur véritable visage anti-communiste en empêchant Pierre Juquin, député communiste de faire, le 26 avril, un exposé à Nanterre sur les solutions des communistes à la crise de l'Université. Cette obstruction n'était pas pour déplaire au gouvernement.

Ainsi donc, à la fin du mois d'avril, la situation était des plus troubles au sein de l'Université.

### **Les événements de Mai**

La rentrée parlementaire du début d'avril donna lieu à un vote sur une motion de censure portant sur les problèmes de l'information et en premier lieu de l'O. R.- T. -F. Cette motion n'obtint que 236 voix et fut par conséquent rejetée. Au cours de la discussion de cette motion de censure, un accrochage se produisit entre le Premier ministre et Giscard d'Estaing, ce qui témoignait du prolongement des difficultés au sein de la majorité.

Une élection législative partielle devant avoir lieu à Bastia, je me rendis là-bas pour y faire un meeting qui a eu beaucoup de succès, et la majorité perdit le siège qui revint à un élu de la gauche.

Le Comité central de notre parti communiste se réunit les 18 et 19 avril et, dans le rapport qu'il présenta au nom Comité central, Gustave Ansart souligna que la plate forme commune de la gauche offrait une perspective concrète de changement politique et recelait des possibilités d'action et de succès ; il ajoutait : « A partir de là, le grand objectif des partis de gauche devrait être désormais l'élaboration d'un programme commun qui permette non seulement de gagner la majorité, mais de gouverner ensemble dans l'intérêt du peuple. »

De son côté, Waldeck Rochet insista sur la nécessité de poursuivre les efforts «en vue de parvenir à l'élaboration par toute les forces de gauche, d'un véritable programme commun de progrès social et de paix ».

Mais ces préoccupations allaient céder le pas durant le mois de mai aux problèmes posés par le développement du mouvement de protestation qui se développait dans les usines et dans l'Université.

Le 3 mai, le gouvernement fit fermer la Sorbonne après l'avoir fait évacuer.

Le 5 mai, les manifestants appréhendés l'avant-veille étaient condamnés en flagrant délit, le tribunal s'étant réuni un dimanche à cet effet.

Le 7 mai, alors que la veille des incidents s'étaient produits au Quartier latin, un défilé parvint jusqu'à l'Étoile.

Le 10 mai fut une journée d'émeute à Paris, 60 barricades furent élevées au Quartier latin et tout se passait comme si d'un côté on attendait l'achèvement de ces barricades pour pouvoir ensuite s'en emparer.

Pendant ce temps-là, M. Georges Pompidou, Premier ministre, était en voyage officiel en Iran. Dès son retour, le 13 mai, alors que des manifestations imposantes se déroulaient à Paris et en province, il donna l'ordre de rouvrir la Sorbonne qui avait été fermée à la suite d'une décision prise par le Premier ministre intérimaire, M. Louis Joxe, le ministre de l'Intérieur, M. Christian Fouchet et le ministre de l'Éducation nationale, M. Alain Peyrefitte, avec l'approbation du président de la République.

Au surplus, le Premier ministre, désavouant en quelque sorte ce qui avait été fait en son absence, annonça spectaculairement le dépôt d'un projet de loi sur l'amnistie.

L'ordre de grève générale ayant été lancé pour le 13 mai une manifestation eut lieu de la République à Derfert-Rochereau et des aventuriers gauchistes profitèrent de cette mobilisation considérable des forces ouvrières pour se mettre en relief. Cohn-Bendit, Sauvageot et Geismar jouaient les vedettes, exagérant sans aucun doute leur importance et celle du rôle qu'ils jouaient dans ces événements.

Au soir du 13 mai, des étudiants et des éléments qui s'étaient joints à eux s'installèrent à la Sorbonne et ils parlèrent de « pouvoir étudiant » en le définissant en quelque sorte au moyen de slogans significatifs : « L'imagination a pris le pouvoir. » « Il est interdit d'interdire. »

Tandis que la Sorbonne était le théâtre de manifestations les plus diverses où s'entremêlaient des discussions politiques, des scènes de dévergondage, le goût du désordre et le culte de la crasse, l'Odéon fut occupé et, là aussi, des farfelus manœuvrés par des aventuriers et des agents provocateurs firent leur petite « révolution ».

Les dirigeants des étudiants, qui se croyaient les maîtres de la situation et qui espéraient voir les ouvriers les suivre ingénument dans leurs opérations, portant souvent la marque de l'esprit d'irresponsabilité le plus total, s'aperçurent que les gros bataillons de la classe ouvrière n'étaient pas aussi faciles à manœuvrer que certains milieux étudiants sans expérience et d'autant plus faciles à illusionner.

La grève générale du 13 mai, loin de durer 24 heures, se prolongea dès le lendemain et devait s'étendre par la suite, gagnant Nantes (Sud-Aviation), Renault, aussi bien à Cléon qu'à Flins et Billancourt, Lyon (Berliet-Rhodiaceta), à tel point que chaque jour le nombre des usines touchées par la grève et occupées ne cessait de s'accroître cependant qu'à la S. N. C. F. et à la R. A. T. P. le trafic était bloqué.

Malgré la gravité de la situation, le général de Gaulle partit pour la Roumanie le 14 mai et il ne devait en revenir que le 18, tandis que M. Pompidou, désavouant sans le dire le ministre de l'Éducation nationale, parla à l'Assemblée nationale d'associer les étudiants à l'organisation de l'Université. Le 16 mai, donnant pendant une heure le petit écran de la télévision à Cohn-Bendit, Sauvageot et Geismar, le Premier ministre leur permit de tenir leurs propos d'irresponsables en pleine excitation, après quoi il se présenta comme le sauveur de l'ordre. Et, à cet effet, il rappela les réservistes de la gendarmerie.

Tout se passait comme s'il y avait eu une sorte de répartition du travail entre, d'une part, Cohn-Bendit et ses auxiliaires et, d'autre part, le gouvernement.

De Gaulle était rentré de Roumanie le 18 mai après avoir écourté sa visite de quelques heures, mais il ne décida de s'adresser au pays que le 24 mai et, pendant ce temps, la grève s'étendait.

Le 20 mai, on comptait plus de 10 millions de grévistes et le mouvement de contestation s'étendait à un point tel que le siège du patronat fut occupé par les cadres.

En présence d'une telle situation, le Parti communiste proposa à la F. G. D. S. de mettre sur pied un programme social « avancé ». Cela était d'autant plus nécessaire que la Fédération de la gauche démocrate et socialiste demandait la dissolution de l'Assemblée, ce qui fut expliqué lors du débat à l'Assemblée nationale sur une motion de censure qui

n'ayant obtenu que 233 voix fut repoussée. Mais à défaut de voter la censure, l'Assemblée nationale vota la loi amnistiant les infractions commises à l'occasion des manifestations.

Après le rejet de la motion de censure et le vote de l'amnistie, les organisations syndicales, fortes du succès des grèves, se déclarèrent prêtes à négocier avec le patronat et le gouvernement qui invita les syndicats ouvriers et le C. N. P. F. à des négociations nationales devant s'ouvrir le 25 mai en présence du Premier ministre.

Mais en dépit de sa loi d'amnistie le gouvernement ayant frappé Cohn-Bendit d'interdiction de séjour, une manifestation fut organisée par le Mouvement du 22 mars et divers autres groupements, manifestation qui donna lieu à des scènes de violence au Quartier latin. L'U.N.E.F. dirigée par Sauvageot, soutenant ces manifestations qui n'avaient pour objectif que la violence pour la violence. la C. G. T. déclara (à propos des discussions qu'elle avait entamées à l'U. N. E. F.) à Sauvageot qu'elle ne pouvait discuter qu'avec des interlocuteurs sérieux et responsables.

Le 23 mai, d'autres manifestations impulsées par des éléments incontrôlés harcelèrent les forces de police au Quartier latin jusqu'à une heure avancée de la nuit. Et l'on parla d'éléments incontrôlés à l'époque, on peut considérer qu'il y avait parmi eux des provocateurs.

Le lendemain de ces bagarres, de Gaulle prononça une allocution télévisée pour annoncer un référendum relatif à participation pour assurer la rénovation de la France, et précisa que si la réponse était négative il s'en irait.

Cette allocution, loin de calmer les esprits, sembla, au contraire, les exciter davantage. Les bagarres, les affrontements avec la police se poursuivirent et s'accrochèrent. Des manifestations paysannes se produisirent en province et les grandes villes de France furent secouées par la tornade populaire tout comme Paris.

Et tandis que l'opposition au gaullisme durcissait son attitude, les dirigeants procédaient à la mobilisation et à l'encadrement de leurs troupes. Tel était le climat dans lequel s'ouvrirent les négociations de Grenelle qui durèrent douze heures au terme desquelles les gouvernants et les patrons furent contraints de faire un certain nombre de concessions importantes que les travailleurs, forts de leur combativité, jugèrent avec un grand esprit critique.

Dans les syndicats, les Cohn-Bendit, Sauvageot et Geismar trouvaient certains soutiens, sauf dans les rangs de la C.G. T., et, bénéficiant de ces appuis, ils organisèrent un meeting au stade Charlety le 27 mai, meeting au cours duquel on vit un ancien président du Conseil s'exhiber au milieu des drapeaux noirs qui se mêlaient aux drapeaux rouges.

Tous ces gens-là pensaient nous donner des leçons de «révolutionnarisme» en arborant le drapeau noir qui fut celui de la période infantile de la classe ouvrière, celui des canuts de Lyon qui, tout

en luttant pour améliorer leur sort, n'étaient pas encore en mesure de concevoir un système social qui remplacerait le capitalisme, à savoir le socialisme dont le drapeau est rouge « du sang de l'ouvrier » comme dit la chanson.

C'est ce drapeau noir de l'infantilisme politique et du deuil des espérances de la classe ouvrière, que des « révolutionnaires » d'un type bien spécial auraient en quelque sorte voulu substituer au drapeau rouge du socialisme, mais ils n'y parvinrent pas.

### **La guerre de succession**

A Charletty, un exclu du Parti communiste avait dit : « Aujourd'hui la Révolution est possible », et cela signifiait pour certains que le pouvoir était à prendre. Il n'y avait donc pas de temps à perdre.

On aurait pu penser qu'en raison des liens qui s'étaient noués entre notre Parti et la F. G. D. S., ces deux formations se seraient concertées avant de prendre publiquement position. Mais, à la suite d'une réunion qui se tint à Château-Chinon, François Mitterrand tint une conférence de presse le 28 mai, et, considérant comme devant être négative la réponse du peuple de France au référendum lancé par de Gaulle, référendum qui devait avoir lieu le 16 juin, il annonça sa candidature à la présidence de la République. Il déclara en outre que, s'il le fallait, il constituerait un gouvernement provisoire de 10 membres et précisa que d'autres que lui pouvaient légitimement prétendre à remplir cette mission. Il cita le nom de Mendès-France qui, dès le lendemain, déclara « ne pas refuser les responsabilités qui pourraient lui être confiées par toute la gauche réunie ».

Je me souviens de l'effet que produisit sur moi cette déclaration que j'entendis à la radio. Cela me rappelait la fable de l'ours dont il ne fallait pas vendre la peau avant de l'avoir tué.

Et puis, comme j'avais lu des dépêches des agences de presse sur la réunion de Château-Chinon qui s'était tenue l'avant-veille de la déclaration du président de la F. G. D. S. réunion à propos de laquelle la presse avait fait preuve de beaucoup de discrétion, je me demandais si cette présentation précipitée de la candidature présidentielle n'avait pas été décidée dans cette petite cité du Morvan.

En tout cas, tout cela faisait une fâcheuse impression. Sans doute y avait-il un certain nombre de faits qui contribuaient à accréditer l'idée que le pouvoir était vacant, mais il ne fallait pas voir seulement l'apparence des choses.

Il était exact que, le 29 mai, de Gaulle avait quitté l'Élysée en fin de matinée pour Colombey-les-Deux-Églises, mais ce n'était pas ce n'était qu'un aller et retour, le temps d'une mise au point de la tactique à suivre avec le commandement français en Allemagne.

Après l'intervention à la radio de François Mitterrand, Waldeck Rochet entra en rapport avec lui et se montra réservé par rapport à Mendès-France dont l'anticommunisme venait de se manifester au Stade Charletty. Le 29 mai tandis que de Gaulle était absent de l'Élysée, une grande manifestation populaire organisée à l'appel de la CGT avec le soutien du Parti se déroula de la Bastille à Saint-Lazare.

Manifestation grandiose d'où s'élevait le cri mille fois répété de «gouvernement populaire». Lorsque nos arrivâmes à la gare Saint-Lazare, lieu de la dislocation de la manifestation, il y avait des gens, les uns sans mauvaises intentions et d'autres avec des arrières-pensées provocatrices, qui criaient «A l'Élysée».

Si les manifestants avaient été entraînés dans cette direction ils auraient pu s'emparer pour un moment de la demeure présidentielle, d'où le président était absent, mais c'eût été, alors, le signal d'une mise hors la loi du mouvement ouvrier et démocratique qui aurait permis de renouveler en juin 1968 les massacres de juin 1848 ; car à défaut des forces armées dans Paris, il y en avait aux alentours.

D'ailleurs, si de Gaulle fit le mort le 29 mai, le lendemain il se réveilla. On apprenait en effet, le 30 mai à 13 heures, qu'il prononcerait une allocution radiotélévisée à l'issue du Conseil des ministres.

Abandonnant son projet de référendum fixé au 16 juin, de Gaulle annonça de façon spectaculaire sa résolution de maintenir le Premier ministre à la tête d'un gouvernement remanié, de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives dans les délais prévus par la loi.

Pendant ce temps, un cortège de gaullistes défilait en direction de l'Arc de Triomphe dans une ambiance de liesse, tandis que M. Pompidou portait le SMIG à trois francs de l'heure, supprimait les zones de salaires et établissait le contrôle des changes.

Le 1<sup>er</sup> juin, M. Pompidou remania son cabinet en plaçant notamment René Capitant à la Justice, à la place de Louis Joxe, Raymond Marcellin au ministère de l'Intérieur à la place de Christian Fouchet, François Ortoli à l'Éducation nationale à la place d'Alain Peyrefitte, Yves Guéna à l'Information à la place de Georges Gorse. De leur côté, Michel Debré et Couve de Murville permutaient, le premier passant aux Affaires Étrangères et le second à l'Économie et aux Finances. D'autres changements étaient intervenus.

Très certainement, des promesses ayant été faites aux chefs militaires qui avaient contribué à sauver le régime, on assista au retour des exilés de l'O. A. S., à la libération d'un certain nombre de détenus, parmi lesquels le général Salan.

Et comme certaines manifestations continuaient à se dérouler à Paris et en province, le gouvernement, s'employant à faire figure de sauveur de l'ordre, renforça la répression. Le 16 juin, il fit évacuer la Sorbonne qui

était occupée depuis le 13 mai. Trois jours avant cette évacuation, le Comité d'occupation de la Sorbonne avait fermé l'établissement pour le nettoyer et en expulser un groupe d'indésirables, n'ayant rien de commun avec les étudiants, et qu'on surnommait les Katangais.

Le 13 juin également, la police avait investi l'Odéon occupé depuis le 16 mai, et l'occupation de la Sorbonne aussi bien que celle de l'Odéon par les forces de police suscitèrent des protestations, mais le mouvement universitaire était à bout de souffle. Toutes les facultés furent occupées, l'une après l'autre, par la police, l'École nationale supérieure des Beaux-Arts étant la dernière investie par la police, alors qu'il y avait à peine la moitié d'étudiants parmi les personnes qui en furent expulsées.

Du côté des ouvriers les négociations de Grenelle avaient apporté aux travailleurs des résultats substantiels du fait de l'augmentation de leur pouvoir d'achat, mais si la C. G. T. avait fait preuve d'une attitude responsable dans la conduite du mouvement, on reprochait non sans raison à d'autres organisations syndicales d'avoir soutenu les groupes gauchistes qui tendaient à dévoyer le mouvement et d'avoir par contre refusé de participer à l'effort nécessaire pour aboutir à un programme commun qui aurait permis à la crise de mai-juin 1968 de déboucher sur un changement politique.

La reprise du travail devait se développer dans la métallurgie avec la fin de la grève aux usines Renault et la signature d'un accord chez Berliet. Mais certaines entreprises telles que Peugeot et Citroën refusaient toute concession supplémentaire aux organisations syndicales, aussi furent-elles les dernières à rouvrir leurs portes.

A l'O .R. T. F., où un certain nombre de journalistes et techniciens avaient fait grève, cependant que des « jaunes » continuaient à assurer le service, tant bien que mal et plutôt mal, le gouvernement exerça une répression sévère, montrant ainsi sa volonté de conserver la mainmise la plus totale sur ce puissant instrument de diffusion de ses conceptions rétrogrades et de ses informations.

### **Les élections de la peur**

Les élections législatives étant fixées au 23 et au 30 juin, la campagne électorale à laquelle je participai activement se déroula en pleine période d'évacuation de la Sorbonne, de l'Odéon, des facultés, ce qui permettait aux candidats du gouvernement d'utiliser le comportement des groupes gauchistes pour faire peur à la population et tirer de cet état des choses la conclusion qu'il fallait voter pour les candidats du gouvernement.

Dans ce climat bien particulier, le Parti communiste obtint 20,03 % des suffrages au lieu de 22,46 % en 1967, la F. G. D. S. 16,50 % au lieu de 18,79 % et l'U. D. R. 43,65 % au lieu de 37,75 %. Quant au P. S. U., qui

s'était livré en mai et juin à toute une série de contorsions gauchistes, il était passé de 2,21 % à 3,94 %.

Après les résultats du premier tour, on pouvait s'attendre, du point de vue du nombre des sièges, à un recul de la gauche et à un gain de la majorité gouvernementale. Il en fut ainsi, et la campagne du second tour fut menée par les gaullistes avec un accent de triomphateurs, cependant que de Gaulle lançait un ultime appel radiotélévisé aux électrices et aux électeurs, le 29 juin, veille du scrutin.

Le Parti communiste français retrouva 34 sièges avec une perte de 39, la F. G. D. S. 55 avec une perte de 61, l'U. D. R. et les Républicains indépendants obtinrent ensemble 358 sièges dont 300 pour l'U. D. R. Le scrutin de la peur avait donné de bons résultats et le gouvernement pouvait adresser de vifs remerciements à Cohn-Bendit, Sauvageot, Geismar et à ceux qui avaient soutenu leurs opérations.

### **Que peut-on penser des événements de mai-juin 1968 ?**

Nous venons de voir que les événements de mai-juin 1968, dont certains déduisaient que la situation révolutionnaire était venue à maturité en France, avaient eu pour épilogue les élections des 23 et 30 juin qui marquèrent un renforcement de la réaction et un très net recul de la gauche, ce qui était, cependant, moins sensible pour le Parti communiste que pour la F. G. D. S.

Toute une série de faits rappelés plus avant montraient une lente accumulation des mécontentements touchant les diverses catégories de la population face à un pouvoir qui, du fait de la mise en ballottage du général de Gaulle aux élections présidentielles de 1965, avait perdu de son autorité.

Si le mouvement étudiant fut le prétexte du déclenchement du mouvement, il est bien évident que ce mouvement ne pouvait prendre l'ampleur qu'il revêtit que parce qu'il concernait les masses populaires dans leur ensemble et pas seulement une catégorie isolée.

En définitive, ce fut le premier grand affrontement entre les masses exploitées et le pouvoir des monopoles capitalistes, aux prises avec des difficultés qu'il se montrait incapable de résoudre. A propos des étudiants on sait bien qu'à divers moments de notre histoire nationale ils ont pris une part active à la lutte contre le pouvoir en place, mais, dans ces périodes d'activité révolutionnaire estudiantine, le poids de l'Université dans la vie économique et sociale du pays était bien moindre qu'à l'époque actuelle, caractérisée par un développement prodigieux des sciences et des techniques.

Et force est de constater que si les étudiants comptent dans leurs rangs un grand nombre de fils de bourgeois et de petits-bourgeois, de fils et de filles d'enseignants, de cadres, techniciens et ingénieurs, la perspective

que leur offre l'Université n'est pas des plus réjouissantes. La perspective d'être des diplômés sans emploi, ou d'être enrégimentés dans de vastes ensembles de production sans aucun pouvoir de décision n'est pas de nature à exalter la jeunesse.

On comprend que dans une telle situation des fils de bourgeois et de petits-bourgeois, qui jusqu'alors se sentaient solidaires du système capitaliste qui leur assurait un avenir de confort et de sécurité, en soient venus à substituer le doute à la certitude et la colère à l'approbation résignée. C'est ce qui se produisit en mai-juin 1968, dans un climat favorable non seulement à la contestation raisonnée, mais aux excentricités de chefs de file improvisés qui avaient l'impression de chausser les bottes des géants de 93 et des héros de la Commune de Paris.

Naturellement, le fait que de jeunes étudiants en viennent à contester le régime qu'ils soutenaient auparavant signifie que le champ d'action de la Révolution sociale s'élargit et gagne de nouvelles couches de la population. Cela est positif, mais il est bien évident que les nouveaux venus à la contestation du régime capitaliste entrent dans cette voie avec une ignorance qui n'a d'égale que leur impatience, élevée, selon le mot de Friedrich Engels « à la hauteur d'une théorie ».

Ils ne savent rien du passé de lutte de la classe ouvrière, ils ne savent rien des sacrifices qu'elle a consentis pour tenter de se délivrer, et ils finissent par croire que l'histoire de la Révolution commence avec eux, avec leur prise de conscience de la nécessité d'aboutir à de profonds changements. De là découlait le volontarisme de ces nouvelles recrues de la Révolution qui toutes n'iraient pas jusqu'au bout de leur dessein. Certaines rentreraient dans le giron familial, alors que d'autres ont rejoint et rejoindront les rangs de ceux qui ne se contentent pas de rêver la Révolution mais la préparent.

Que l'on ait vu, par exemple, en mai et juin 1968 de jeunes adeptes de la lutte anticapitaliste préconiser des solutions utopistes vieilles d'un siècle et demi ne saurait nous surprendre, car les solutions de l'utopie viennent d'elles-mêmes à l'esprit, sans qu'on ait besoin de les étudier dans les livres des grands socialistes utopistes, dont il faut bien dire qu'ils ont été plus précis et plus rationnels dans la critique qu'ils ont faite du capitalisme, que dans les solutions qu'ils ont préconisées pour le remplacer par un autre système économique et social.

Et puis, il faut ajouter à tout cela que nous vivons une époque où il ne déplaît pas aux hommes des monopoles capitalistes d'entendre parler du socialisme. C'est si vrai que ce mot a une influence telle qu'il n'est pas banni du vocabulaire de l'Élysée, pas plus que de celui du Vatican.

Le mot socialisme a, au cours du siècle passé, été annexé par des gens qui n'avaient rien de socialiste. Aussi, Friedrich Engels, expliquant dans une préface du 1<sup>er</sup> mai 1890 pourquoi il avait choisi avec Karl Marx le titre de

Manifeste du Parti communiste pour l'immortel chef-d'oeuvre qu'ils avaient écrit en 1848, disait que le mot « socialisme » était utilisé par des « charlatans sociaux de tout acabit qui voulaient, à l'aide d'un tas de panacées et avec toutes sortes de rapiécages, supprimer les misères sociales sans faire le moindre tort au Capital et au profit ».

Aujourd'hui on assiste, sous d'autres formes, à un processus qui tend à combattre la solution du socialisme aux problèmes de notre époque, en attaquant systématiquement toutes les expériences socialistes qui ont le mérite d'avoir été faites et de se poursuivre.

En même temps qu'on attaque les communistes, on ne met en avant que ce qu'il peut y avoir eu dans ces expériences de points faibles, d'erreurs et de fautes dont certaines ont été particulièrement graves, sans tenir compte du fait que tout cela permet de débroussailler le chemin que les forces révolutionnaires auront à suivre pour aller au socialisme sans recommencer les mêmes erreurs, en tenant compte à la fois des principes généraux que comporte le socialisme et de la situation particulière à chaque pays.

La grande opération réactionnaire propre à chaque pays consiste à dénigrer le socialisme qui a été réalisé, en mettant en avant les imperfections qu'il peut comporter, pour exalter un «socialisme idéalisé présenté comme un modèle de pureté», ce qui est d'autant plus facile qu'il n'existe que dans les rêves de certains semeurs d'illusions.

Encore faut-il préciser que pour beaucoup de ces personnages, souvent, renégats d'hier et prébendiers d'aujourd'hui, il s'agit de parler d'un socialisme aussi vague et mystérieux, pour ceux qui aspirent à un monde meilleur, que l'est le paradis pour ceux qui pensent à l'au-delà.

En tout cas, ce qui est certain, c'est que le pouvoir du capitalisme monopoliste d'État n'inspire plus confiance à d'importantes catégories de la population qui croyaient à son éternité.

Et quand, aujourd'hui, le Parti communiste français appelle à l'union populaire englobant tous ceux qui ont des raisons de se plaindre de la politique des monopoles capitalistes, il s'adresse aussi bien aux jeunes énergies qui veulent transformer le monde qu'à l'ensemble de tous ceux qui, sans avoir peut-être initialement des idées aussi précises, sentent la nécessité d'apporter des changements dans la société actuelle qui a fait son temps et qui doit céder la place à une société nouvelle. Et c'est l'impact de ces idées sur les masses qui a rendu possible l'adoption, le 27 juin 1972, du Programme commun de gouvernement par le Parti communiste français et le Parti socialiste.

Le gouvernement Pompidou  
Premier ministre: Georges Pompidou.

Ministre d'État chargé des Affaires culturelles : André Malraux ; ministre d'État : Edmond Michelet ; ministre d'État chargé des Affaires sociales : Maurice Schumann ; ministre d'État : Henri Rey.

Ministres : Délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire : Olivier Guichard ; Garde des Sceaux, ministre de la Justice : René Capitant ; Affaires étrangères : Michel Debré ; Intérieur : Raymond Marcellin ; Armées : Pierre Messmer ; Économie et Finances : Maurice Couve de Murville ; Éducation nationale : François Ortoli ; Équipement et logement : Robert Galley ; Agriculture : Edgar Faure ; Industrie : Albin Chalandon ; Transports : Jean Chamant ; Anciens Combattants et victimes de guerre : Henri Duvillard ; Postes et Télécommunications : André Bettencourt ; Information : Yves Guéna ; Jeunesse et Sports : Roland Nungesser ; Départements et Territoires d'outre-mer : Joël Le Theule ; Fonction publique : Robert Boulin ; Recherche scientifique et Questions atomiques et spatiales : Christian de La Malène.

Secrétaires d'État : Affaires étrangères, chargé de la coopération : Yvon Bourges ; Intérieur : André Bord ; Économie et Finances : Jacques Chirac ; Éducation nationale : Mile Marie-Madeleine Dienesch ; Affaires sociales chargé des problèmes de l'emploi : Yvon Morandat ; Équipement et Logement, chargé des problèmes du logement : Philippe Dechartre.